



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org



PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Tel :

...../...../...../...../.....

Mail:.....

@.....

CONTRE LE GOUVERNEMENT PS-MEDEF LES CHEMINOTES ONT OUVERT LA VOIE LES INTERMITTENTS CONTINUENT...

Le gouvernement, le Medef ont réussi à imposer leur réforme ferroviaire malgré la combativité, la détermination des cheminotEs qui ont toute raison d'être fierEs de leur lutte qui a tenu malgré la campagne hostile menée par le pouvoir et les médias. Loin d'être « inutile » comme le prétend Valls, leur grève est une étape pour changer le rapport de force, elle a contraint le gouvernement à mettre bas le masque du dialogue social. Elle a montré la voie.

Le gouvernement et le Parlement contre les travailleurs

Valls et Hollande ont voulu l'affrontement avec les cheminotEs, la CGT et SUD-Rail. Ils ont voulu un bras de fer pour affirmer leur autorité vacillante et montrer au patronat et aux banques qu'ils pouvaient leur faire confiance pour appliquer leur volonté et mater le mécontentement social, mettre au pas les syndicats en les piégeant au dialogue social. « Depuis le début, je n'ai pas compris le sens de cette grève » avait déclaré le Premier ministre affichant son mépris des salariés, accusant la CGT et SUD Rail d'être irresponsables et de prendre le risque d'empêcher le bon déroulement des épreuves du Bac! Quelle blague! Les irresponsables sont ceux qui sacrifient les intérêts des salariés et des usagers à la concurrence, aux intérêts des groupes financiers auxquels ils veulent livrer la SNCF, ce sont les députés qui, à une large majorité, se sont pliés aux exigences du Medef.

Tout pour la finance

« La réforme, c'est difficile, on le voit à la SNCF, mais il faut continuer à réformer parce que le pays en a besoin. » martèle Valls et avec lui tout le gouvernement, la droite et les médias. Il faudrait accepter la réforme ferroviaire parce qu'il faudrait stabiliser la dette de 44 milliards d'euros. C'est le même coup que pour le déficit budgétaire. La SNCF ou l'État empruntent auprès des banques privées, leur versent une rente qui s'accroît d'année en année, 1,5 milliards d'euros l'année passée pour la SNCF, et ce serait aux salariés de payer l'addition en acceptant une dégradation de leurs conditions de travail et de vie. En prime, la réforme c'est la division en deux de la SNCF, d'un côté la SNCF de l'autre le Réseau ferré de France (RFF), livrés aux compagnies privées. Que les deux sociétés soient chapeautées par une troisième ne change rien. Au contraire, c'est ajouter une aberration à une autre. Les cheminotEs ont raison de demander le retour à une seule société ayant le monopole du transport ferroviaire. La concurrence, ce sera plus d'insécurité, la hausse des prix, la dégradation du service.

Une politique pour changer le rapport de force

L'échec de la grève montre que nous avons besoin d'une réelle politique pour mettre en échec ce gouvernement qui n'est rien d'autre que le conseil d'administration de l'oligarchie financière. Prétendre défendre les intérêts du monde du travail est incompatible avec le moindre soutien aux réformes capitalistes et le dialogue social pour les mettre en œuvre en étouffant la révolte. La grève des cheminotEs était bien celle de l'ensemble du monde du travail comme l'est aussi la lutte des intermittents qui se battent contre la précarité. Chaque lutte, chaque grève s'inscrit dans une bataille d'ensemble pour mettre en échec les politiques d'austérité, de concurrence et de compétitivité.

La politique du gouvernement et du Medef attaque l'ensemble des classes populaires, ensemble nous avons besoin d'une politique pour les mettre en échec, défendre nos droits.